

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 671

Rubrik: Démocratie

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉMOCRATIE

Kaiseraugst: pas de quoi pavoiser

La prise de position favorable à Kaiseraugst d'une forte majorité des conseillers aux Etats a provoqué le déferlement attendu de commentaires sur la fragilité de la démocratie helvétique (comment imposer une centrale à une région qui n'en veut pas?), sur les liens entre la croissance et la consommation d'énergie (pour sauver les emplois, le nucléaire est indispensable), etc., etc. Il faut rappeler pourtant que le feu vert du Conseil des Etats n'était qu'une étape (courue d'avance d'ailleurs) dans la procédure encore longue de décision avant la mise en activité éventuelle de la centrale: délibérations parle-

mentaires, examens de rapports annexes, votations populaires (initiatives fédérales et consultations cantonales), décisions sur le plan judiciaire (recours en vue au Tribunal fédéral) devront se succéder encore avant l'irréparable. Ce que l'on retiendra en revanche du pauvre «travail» des sénateurs, c'est qu'il n'a débouché sur aucun débat de fond et qu'il a laissé pour compte, curieusement, les points délicats que la propagande pronucléaire s'applique précisément à escamoter, telle la question de l'élimination des déchets radioactifs par exemple. A cet égard, c'est vrai, la semaine passée aura été de mauvais augure. Pour le reste, les promoteurs de Kaiseraugst ne sont pas plus avancés qu'avant; à peine auront-ils marqué quelques points en prévision de leur désengagement moyennant indemnités.

SOLIDARITÉ

La gauche et la crise: à Bienne, que pourra?

Le choix de Bienne avait valeur de symbole. Des socialistes s'y retrouvaient, samedi dernier, pour analyser, sur place en quelque sorte, les divers aspects de la récession et pour y préparer des propositions précises.

Est-il loin le temps où Bienne affichait en bande-roule son titre de «ville de l'avenir»? Cette confiance en soi, elle la traduisait dans son urbanisme mêlant au modernisme des constructions des rives du lac une restauration scrupuleuse de son centre, de sa place historique. Architecturalement, le Palais des congrès, ses grandes diagonales de béton, ses pans vitrés inclinés, a bien vieilli. Mais, pour y parler crise économique, vous pénétrez d'abord dans le luxe des espaces monumentaux du grand hall, qu'anime derrière une paroi de verre une piscine chauffée (en février) où dès huit heures du matin, des hydrothérapeutiques accomplissent

en petites brasses les traversées de bassin que, pour leur santé, ils s'imposent.

L'essentiel des discussions s'est déroulé dans des groupes réunis sur un thème précis. Pas question de dresser ici un catalogue qui ne peut être établi qu'une fois retombé et décanté le grand brassage (encore!) verbal.

Une chose pourtant impressionnait. Le désarroi des régions, réellement touchées, celles de toute la chaîne du Jura. Pas de lamentos geignards, ce n'est pas le genre des Jurassiens; ils ne baissent pas les bras. Mais ils sentent combien leurs efforts sont dérisoires en regard de ce que peuvent s'offrir les régions riches; mais ils découvrent que l'essentiel de la relance ira, par le jeu des subventions et de la force acquise, aux régions les plus favorisées.

Au hasard, quelques relevés!

La Chaux-de-Fonds. Nous allons développer encore la formation professionnelle. Mais nous avons appris que Genève dotait son école de mécanique d'un équipement de 30 millions. Jamais nous ne pourrons, même proportionnellement, offrir autant à nos jeunes. D'ailleurs, sur ces trente mil-

lions, la Confédération va en verser quelque dix millions, au titre des subventions pour la formation professionnelle. Donc, par automaticité, Genève touchera beaucoup plus qu'aucune aide, même spéciale, ne nous accordera jamais.

Jura Bernois. Un vaste programme d'aide au logement est prévu dans le cadre de la relance; c'est bien, mais ne fera qu'accentuer les concentrations urbaines existantes. Les CFF envisagent (avec trois ans de retard, dit, en s'en plaignant, un porte-parole des cheminots) la liaison rapide Olten-Zurich. Ça ne nous concerne pas.

La question fondamentale a de la sorte été posée: veut-on maintenir en Suisse un secteur industriel important, décentralisé?

Si oui, comment?

IMPÉRATIFS DE LA DÉCENTRALISATION

Indépendamment des problèmes d'innovation technologique, de diversification, d'investissements industriels, d'orientation de la recherche, etc., la décentralisation implique le maintien de la population dans la région même (prôner la mobilité, c'est prôner, sous un terme décent, la concentration). Comment, s'il n'y a plus de travail?

Comment les communes, avec des ressources moindres, seraient-elles en mesure de financer une qualité de la vie attractive? Ces deux questions sont, en fait, liées. Cela nous est apparu, à Bienne, évident. Nous souhaitons reprendre prochainement, et pour elle-même, cette question. Nous la résumerons ainsi: la solidarité confédérale ne devrait-elle pas encourager d'abord ce qui dans ces régions constitue la qualité de la vie (logement très bon marché, vie culturelle décentralisée, loisirs) afin que, avec une réduction de travail entraînant une réduction partielle des salaires, le pouvoir d'achat soit égal à celui d'un centre important où les salaires sont pleins et élevés?

Exemple «a contrario»: malgré la sécurité de l'emploi, les CFF sont incapables de recruter, à